

Brochure n° 3090

**Convention collective nationale**

IDCC : 1527. – IMMOBILIER  
**(Administrateurs de biens,  
sociétés immobilières, agents immobiliers, etc.)**

■ *Journal officiel* du 26 décembre 2009

**Arrêté du 14 décembre 2009 portant extension d'un avenant  
à la convention collective nationale de l'immobilier (n° 1527)**

NOR : MTST0930480A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15,

Vu l'arrêté du 24 février 1989 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté  
du 8 octobre 2009, portant extension de la convention collective nationale  
des cabinets d'administrateurs de biens et des sociétés immobilières, mise à  
jour au 9 septembre 1988, et des textes la modifiant ou la complétant,  
notamment l'avenant n° 3 du 27 octobre 1989 la transformant en convention  
collective nationale de l'immobilier ;

Vu l'avenant n° 43 du 23 juin 2009 relatif à la modification de l'annexe II  
« Salaires » de la convention collective nationale susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 10 novembre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure  
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

### **Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de l'immobilier, modifiée par l'avenant n° 3 du 27 octobre 1989 tel qu'étendu par arrêté du 20 avril 1990, par l'avenant n° 26 du 22 mars 2004 et par l'avenant n° 41 du 17 novembre 2008, et à l'exclusion des résidences de tourisme, les dispositions de l'avenant n° 43 du 23 juin 2009 relatif à la modification de l'annexe II « Salaires » de la convention collective nationale susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et à programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

### **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

### **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 décembre 2009.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBEXELLE

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/42, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.